

# Déclaration de politique budgétaire pour 2013

## 1. Déclaration de responsabilité

La déclaration de politique budgétaire qui suit fait renvoi aux articles 9 et 10 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (FPGE), auxquels elle est conforme.


L'article 9 stipule que le gouvernement doit :

- préciser quelles sont ses politiques économiques et financières, y compris celles qui se rapportent à des variables fiscales et économiques essentielles ; et
- faire état de la discipline à laquelle il souscrira dans ses transactions économiques et financières.


L'article 10 stipule que le gouvernement doit :

- faire état de ses **objectifs à long terme** en matière de politique fiscale pour ce qui est des principales variables économiques et fiscales ;
- préciser quelles sont les principales **priorités stratégiques** sous-tendant la préparation du budget ;
- indiquer quelles sont les **cibles** du gouvernement quant aux variables fiscales et économiques ; et
- apporter une assurance que les objectifs à long terme énoncés dans la déclaration sont :
  - compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable, tels qu'énoncés à l'article 22 de la Loi FPGE ; et
  - compatibles avec la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice écoulé, c'est-à-dire que les politiques demeurent cohérentes dans le temps, ou que toute dérogation à ces dernières a fait l'objet de justifications.

Conformément à l'article 10, le gouvernement confirme que les objectifs de la politique fiscale, les priorités stratégiques et les intentions sont compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable, tels que spécifiés à l'article 22 de la Loi de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique et, dans l'ensemble, cohérents par rapport à la déclaration de politique budgétaire pour 2012.

  
**Hon. Moana Kalosil**  
Le Ministre des Finances et  
de la Gestion économique



  
**Georges Maniuri**  
Le Directeur général  
Ministère des Finances et  
de la Gestion économique



## 2. Politiques économiques et financières

La loi FPGE de 1998 précise les principes de gestion fiscale responsable, ce qui implique que le gouvernement doit poursuivre des politiques budgétaires qui :

- garantissent que les emprunts de l'Etat se maintiendront à des niveaux maîtrisables ;
- permettent d'entretenir les éléments d'actif de l'Etat en bon état ;
- permettent de gérer avec prudence les risques fiscaux ;
- maintiennent des taux de fiscalité stables et prévisibles.

La plus haute priorité du gouvernement pour l'exercice 2013 est de maintenir la croissance économique du pays et le bien-être de tous les Vanuatu de manière financièrement durable, sans compromettre la croissance économique à l'avenir.

Le gouvernement y parviendra grâce à une gestion saine des finances publiques et en respectant des politiques fiscalement responsables. Selon l'article 22 de la Loi FPGE, le gouvernement est tenu d'observer un ensemble de principes de gestion fiscale responsable bien déterminés. Ceux-ci sont énoncés dans l'encadré ci-contre.

### Principes d'une gestion fiscale responsable

1. réduire et ensuite gérer l'ensemble de la dette publique à des niveaux prudents, de façon à aménager un système tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur le niveau de l'endettement total à l'avenir. Pour ce faire, il faut veiller à ce que le total de l'ensemble des dépenses de l'Etat pour chaque exercice soit inférieur au total de l'ensemble des recettes perçues au cours du même exercice ;
2. réaliser et maintenir une valeur publique nette à des niveaux qui permettent d'interposer un tampon pour parer à des facteurs qui pourraient avoir un impact négatif sur cette valeur à l'avenir ;
3. gérer avec prudence les risques fiscaux auxquels l'Etat s'expose ; et
1. 4. poursuivre des politiques qui soient compatibles avec un degré de prédiction raisonnable quant au niveau et à la stabilité des taux d'imposition pour les années à venir.

## 3. Politiques budgétaires

Les politiques budgétaires du gouvernement reposent sur les "principes d'une gestion fiscale responsable" applicables en vertu de l'article 22 de la Loi FPGE de 1998 et comprennent :

1. les priorités budgétaires pour 2013 ;
2. les cibles économiques et fiscales en 2013 ; et
3. les objectifs fiscaux à long terme.

### a) Les priorités en ce qui concerne le budget 2013

Les priorités de la politique pour 2013 ont été élaborées de façon à refléter la substance du cadre de politique générale nationale contenu dans les documents de planification nationale, PAP et PLACT, et des délibérations de la retraite de politique du PM au début de cette année



2012. En 2013, le gouvernement continuera d'être guidé par la prudence dans la mise en œuvre de ses politiques actuelles, qui sont énoncées ci-après :

- Décentralisation et renforcement des rouages et institutions du gouvernement en vue d'améliorer la prestation de services ;
- Rehausser la capacité économique par une participation accrue dans le secteur productif ainsi que favoriser les activités économiques et la participation en milieu rural ;
- Accroître la base de recettes ;
- Promouvoir un environnement propice aux affaires ;
- Faciliter l'accès à l'éducation et améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux, en mettant l'accent sur le développement des compétences en vue de répondre aux besoins de la nation en termes de ressources humaines ;
- Améliorer les conditions de santé et d'hygiène de la population en lui facilitant l'accès à des services de soins de santé de qualité et en veillant à une affectation rationnelle et efficace des ressources ;
- Fournir des services d'infrastructure fiables, accessibles, en amélioration constante ;
- Renforcer les processus démocratiques, en mettant l'accent sur la stabilité politique ;
- Continuer de renforcer la sécurité en faisant régner l'ordre et en favorisant l'accès à une justice équitable.

#### **b) Politiques fiscales**

La grande priorité du gouvernement pour 2013 est de gérer son budget efficacement, de manière à favoriser la croissance économique et assurer la répartition de ses retombées bénéfiques à toutes les communautés du Vanuatu. Le gouvernement continuera d'appliquer des politiques saines qui encouragent une croissance entraînée par le secteur privé et permettent de garantir que les entreprises d'Etat restent productives à terme. Le gouvernement vise à fournir des comptes annuels vérifiés en temps opportun et continuera d'appliquer sa discipline financière de façon plus rigoureuse.

#### **c) Actualisation économique en 2013**

Le Fonds Monétaire International (FMI) a révisé à la baisse ses prévisions de croissance économique mondiale, de  $\frac{3}{4}$  de point de pourcentage, c'est-à-dire à 3,¼ pour cent pour 2012. Le FMI estime que l'économie mondiale a progressé de 3,8 pour cent en 2011. La révision à la baisse pour 2012 traduit l'anticipation d'une croissance très faible dans la zone euro tout au long de cette année, bon nombre des pays de cette zone continuant de mettre en œuvre des mesures d'austérité, améliorant par la même occasion les remboursements de la dette

publique et privée. Il faut s'attendre à ce que la conjoncture extérieure faiblissante continue de peser encore quelque temps sur l'économie de nombreux pays émergents et en développement en 2012. L'inflation dans le monde devrait ralentir au cours de 2012 avec une diminution de la demande des consommateurs et des prix de produits de base en dehors du pétrole. Par contre, en ce qui concerne les prix du pétrole, les perspectives sont à la hausse, étant donné la possibilité d'une intensification des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, surtout dans les principaux pays exportateurs de pétrole.

La croissance économique réelle de l'économie du pays devrait reprendre par rapport aux 2,5 pour cent estimés en 2011, pour atteindre 3,0 pour cent selon les projections pour 2012 et 4,5 pour cent prévisionnellement en 2013. Au cours de cette période, la croissance devrait être soutenue par des expansions dans tous les secteurs de l'économie. Toutefois, pour 2012, la croissance serait plus faible que prévu à l'origine au moment de la préparation du budget 2012 compte tenu du ralentissement de la conjoncture dans le monde et en raison de nouveaux retards dans la mise en oeuvre de gros projets de construction financés par des bailleurs de fonds. En regardant plus loin vers l'avenir, un regain de confiance du public dans les économies avancées devrait stimuler la demande extérieure et encourager les mouvements de capitaux internationaux. Ceci, à son tour, favoriserait la création d'emplois et stimulerait la consommation, ce qui, à terme, devrait augmenter la demande intérieure et favoriser la croissance économique.

L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), a reculé de 2,8 pour cent en 2010 à 0,9 pour cent seulement en 2011. Le ralentissement de l'inflation vient essentiellement d'un fléchissement de la conjoncture extérieure (menant à des baisses des prix extérieurs) et de l'action de la Banque de Réserve de Vanuatu (BRV) qui a consisté à relever le niveau des DRO en 2010, puis de nouveau en 2011, entraînant une faible croissance du crédit dans le secteur privé menant à son tour à une baisse des dépenses des ménages et des investisseurs. On s'attend à ce que le taux d'inflation reste dans la fourchette ciblée par la BRV de 0 à 4 pour cent l'an en 2012.

#### **d)      Gestion budgétaire**

Le gouvernement est voué à équilibrer son budget en 2013, conformément aux politiques et priorités budgétaires pour l'exercice 2013. Les principes de gestion fiscale responsable définis à l'article 22 de la Loi FPGE sauront aider et guider le gouvernement de façon à ce qu'il gère ses recettes et dépenses à un tel degré de prudence qu'il parviendra à un budget équilibré en 2013.

#### **e)      *Dettes publiques et emprunts de l'Etat***

Le gouvernement continuera de veiller à ce que la dette publique reste à un niveau supportable en 2013 et au delà. Cela permettra de constituer un tampon pour aider à résorber tout revers éventuel qui pourrait compromettre la situation fiscale du gouvernement à l'avenir. A partir de 2013, le gouvernement prévoit de souscrire à d'importants nouveaux emprunts à l'extérieur pour financer de nouveaux projets d'investissement en capital qui apporteront une capacité supplémentaire et engendreront de hauts rendements, permettant de rembourser les dettes qui vont être léguées aux futures générations. En effet, le gouvernement



s'assurera que tous nouveaux emprunts, tant extérieurs qu'intérieurs, seront strictement consacrés au financement de projets d'investissement (et non pas à la consommation) susceptibles de produire un rendement financier net positif.

#### ***f) Recettes et taxes***

La priorité du gouvernement en matière de recettes est de stimuler le processus de perception en étendant le champ d'application dans les îles et d'en resserrer l'administration par des mesures de mise en conformité avec les taxes existantes. Il y a aussi quelques changements mineurs apportés aux droits d'accise et taxes sur les casinos antérieurement aux changements effectués en 2011. En outre, suite à la modification de la loi sur les droits à l'importation, un comité d'examen des exemptions a été établi pour gérer et mieux contrôler les exemptions. Pour atteindre ses cibles, le gouvernement continuera de mettre l'accent sur le recouvrement prompt et opportun des arriérés de taxes et s'attachera à appliquer rigoureusement les changements cités. Enfin, le gouvernement restera focalisé sur le degré de conformité et la continuité de la perception de recettes tout au long de l'exercice.

#### **g) Programmes de dépenses**

Les priorités du gouvernement en termes des programmes de dépenses sont de continuer à accorder des financements suffisants pour les programmes destinés à assurer des services essentiels et soutenir la croissance économique. A cet égard, le gouvernement va s'attacher à améliorer l'efficacité et l'exécution des programmes de dépenses et s'assurer qu'ils cadrent dans l'ensemble avec les cibles budgétaires.

Les constatations du rapport sur le règlement 2.2 ont révélé qu'il existe des postes de dépenses où il faut procéder à des réductions, des réaffectations et faire des prévisions budgétaires réalistes. En conséquence, le gouvernement va s'attacher à réaffecter les crédits, supprimer les dépenses non productives et appliquer rigoureusement une discipline fiscale très stricte, ainsi qu'à imposer des mesures de prudence et des sanctions s'il y a lieu. Enfin, le gouvernement continuera de veiller à ce que les finances publiques restent stables et que tous les programmes de dépenses soient conformes aux politiques du gouvernement destinées à relever la qualité et l'efficacité des services et rehausser le sens de la responsabilité.

### **4. Nouvelles propositions de principe**

Chaque année, le gouvernement affecte des fonds pour de nouvelles propositions de principe qui sont compatibles avec ses priorités.

Les nouvelles propositions de principe qui s'inscrivent dans les grands axes énoncés en 3.a) ne pourront être prises en considération pour un financement en 2013 que si elles :

- peuvent être prises en charge dans les limites de l'enveloppe fiscale totale ;
- ont été bien étudiées et mises au point avec précision de façon à renforcer les politiques et programmes essentiels du gouvernement ;
- cadrent avec la capacité du ministère à les mettre en oeuvre suivant le calendrier proposé ;

- sont susceptibles d'aider à l'expansion et la croissance économiques du pays ; et
- sont financièrement viables si elles sont vouées à devenir des activités de fonctionnement.

Le budget 2013 inclura des nouvelles propositions de principe financées par des bailleurs de fonds, tant en cours de réalisation que nouvelles, qui ont été élaborées pour mettre en oeuvre les grandes priorités du gouvernement. Cela permettra de s'assurer que les financements de bailleurs de fonds passent par le système de gestion budgétaire de l'Etat et s'alignent sur les priorités du gouvernement. Cette fusion de ces deux axes de financement aboutira à un gain en efficacité. L'intégration des ressources des bailleurs de fonds aux ressources de fonctionnement du gouvernement permettra à ce dernier de mieux gérer les implications de coûts de fonctionnement et donc d'améliorer la viabilité financière des investissements en capital dans des services d'utilité publique essentiels.

## 5. Cibles économiques et fiscales en 2013

Pour parer à des revers imprévus pouvant toucher l'économie intérieure, le gouvernement va continuer de mener des politiques destinées à parvenir à un budget équilibré en 2013. Le taux de croissance économique prévisionnel pour l'exercice 2013 est estimé à 4,5 pourcent en termes réels, tandis que le taux d'inflation serait de l'ordre de 3,4 pourcent.

Cibles budgétaires en 2013	Objectifs fiscaux à long terme
<b>Balance budgétaire</b> Budget équilibré	Le budget de fonctionnement affiche une balance positive à moyen terme
<b>Recettes</b> Les recettes de fonctionnement sont prévues correspondre à au moins 18% du PIB	Disposer d'une base de recettes élargie, avec des recettes suffisantes pour atteindre l'objectif de la balance budgétaire Les recettes de fonctionnement devraient atteindre au moins 22 pour cent du PIB
<b>Dépenses</b> Les dépenses de fonctionnement sont prévues correspondre à 17% du PIB	S'assurer que les dépenses sont compatibles avec l'objectif de la balance budgétaire
<b>Endettement</b> La dette publique reste dans des limites maîtrisables	Maintenir la dette à des niveaux prudents de façon à ce que sa part du PIB reste au dessous de 40 pour cent
<b>Croissance économique</b> Prévisions de croissance de 4,5%	Taux de croissance économique annuel en moyenne supérieur au taux de croissance démographique (2,3%)
<b>Inflation</b> Prévisions d'inflation à 3,4%	Le taux d'inflation reste entre 0 et 4% par an



## **6. Conclusion**

La préparation du budget 2013 s'appuiera sur les politiques et priorités actuelles du gouvernement. Le budget sera établi suivant les "principes de gestion fiscale responsable" et en conformité avec les objectifs fiscaux à long terme du gouvernement.

Le gouvernement continuera de faire preuve de prudence dans toutes ses prises de décisions et s'attachera surtout à être résolument responsable, financièrement et fiscalement, en vue de parvenir à un budget solide, maîtrisable et équilibré en 2013.